



L'alimentation aujourd'hui : sécuriser et satisfaire

Pierre Janin, Raphaëlle Héron

► To cite this version:

Pierre Janin, Raphaëlle Héron. L'alimentation aujourd'hui : sécuriser et satisfaire. Socio-anthropologie, 2019, 39, pp.9-23. 10.4000/socio-anthropologie.5104 . hal-03959378

HAL Id: hal-03959378

<https://hal.science/hal-03959378>

Submitted on 28 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'alimentation aujourd'hui : sécuriser et satisfaire

Introduction au numéro

Raphaëlle Héron et Pierre Janin

Présentation du dossier de revue

« Sécuriser l'alimentation » relève d'une pluralité de sens et d'actions : d'ordre matériel (produire des aliments, les transformer, les cuisiner), organisationnel (structurer les filières, organiser les lieux d'approvisionnement et de commensalité) comme représentationnel (comprendre et respecter ce que « manger veut dire »).

La diversité des systèmes alimentaires, la complexité des savoirs nutritionnels et médicaux et l'évolution des exigences des consommateurs compliquent les choix des acteurs (producteur, transformateur, mangeur, décideur, ...). Car, au-delà de l'impératif physiologique et sécuritaire, « bien manger » émerge de plus en plus comme une exigence (auto-)imposée, qui implique la formalisation et la transmission de connaissances et de pratiques particulières.

Ce dossier souhaite rendre compte de ce qui est fait de manière plus ou moins spontanée, visible comme implicite, dans les discours et surtout dans les pratiques, par un ensemble élargi d'acteurs agissant au nom de la fonctionnalité et de la durabilité des systèmes alimentaires. Cet ensemble d'actions, réalisées au nom de la « sécurisation alimentaire », concerne aussi bien l'échelle individuelle et familiale (pratiques des mangeurs) que collective (gestion des risques, nouvelles politiques alimentaires territorialisées) impliquant les acteurs publics, les transformateurs et les médias.

Mots clés : Sécurité alimentaire, sécurisation alimentaire, consommation alimentaire, risque alimentaire, gouvernance alimentaire

Presentation of the journal issue

"Securing food" involves a plurality of meanings and actions: material (producing food, processing it, cooking it), organizational (structuring supply chains, organizing supply and commensal locations) and representational (understanding and respecting what "eating means").

The diversity of food systems, the complexity of nutritional and medical knowledge and the evolution of consumer demands complicate the choices of actors (producer, processor, eater, decision-maker, etc.). For, beyond the physiological and safety imperative, "eating well" is emerging more and more as a (self-)imposed requirement, which implies the formalization and transmission of specific knowledge and practices.

This dossier aims to give an account of what is being done more or less spontaneously, visibly or implicitly, in discourse and especially in practice, by a wider set of actors acting in the name of the functionality and sustainability of food systems. This set of actions, carried out in the name of "food security", concerns both the individual and family scale (eating practices) and the collective scale (risk management, new territorialized food policies) involving public actors, processors and the media.

Key words : Food security ; Securitisation of food security ; food consumption ; food risk, food governance

Ce numéro de la revue *Socio-Anthropologie* part du postulat que l'alimentation est un objet résolument complexe, souvent réduit à ses dimensions matérielles et techniques. Documenter l'alimentation, sans passer par une méthode « quantophrénique¹ », réductrice, conduit à reconnaître aux individus, toutes catégories sociales confondues, une expérience du « manger » qui dépasse la seule réponse à un besoin organique, sans pour autant minimiser les contraintes, les difficultés ou les aspirations.

1. La complexité du fait alimentaire

S'alimenter, bien se nourrir, est un défi quotidien quels que soient les contextes. Il dépasse la question des quantités de nutriments disponibles et englobe celles de l'accessibilité des aliments, de la durabilité des systèmes de production (Griffon, 2006) ou encore de l'adéquation culturelle, éthique ou sociale des régimes alimentaires. En effet, derrière ce qui est produit, transformé, préparé et consommé, le champ de l'alimentation est construit par un ensemble de valeurs, d'identités, ou de patrimoines. Ainsi est affirmée la réalité tant physique qu'immatérielle de l'alimentation à laquelle ce dossier fait fortement écho. Pour Jean-Pierre Corbeau (cf. *Entretien*), elle est même un « métalangage » qui en dit long sur nos sociétés et sur chacun.

Qu'il s'agisse de sécurité nutritionnelle, de sécurité alimentaire, d'alimentation durable ou culturellement satisfaisante, l'alimentation est un champ de recherches et d'actions multiples. Dans cette diversité, la définition de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) fait l'objet d'un large consensus². Elle a été énoncée lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, organisé par la FAO, puis précisée, en 2012, par le Comité de Sécurité alimentaire des Nations unies³ :

La sécurité alimentaire et nutritionnelle existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture saine dont la quantité consommée et la qualité sont suffisantes pour satisfaire les besoins énergétiques et les préférences alimentaires des personnes, et dont les bienfaits sont renforcés par un environnement dans lequel l'assainissement, les services de santé et les pratiques de soins sont adéquats, le tout permettant une vie saine et active. (FAO, 2012)

Cette définition rappelle donc l'objectif global à atteindre en matière d'alimentation, tout en désignant et en incitant à la mise en place d'actions, qui peuvent être menées par différents types d'acteurs : politiques publiques des gouvernements, initiatives des organisations de la société civile, choix sociétaux de certains acteurs économiques ou encore opérations humanitaires et coopération internationale dans le cas des pays dits « du Sud », aux taux encore souvent élevés de sous-nutrition. Mais ces priorités peuvent différer selon le niveau de développement d'un pays ou d'une région de même que la nature des problèmes à résoudre (Janin et Suremain, 2012).

L'alimentation, à l'instar d'autres grands défis sociétaux (la santé, l'environnement,...), est un domaine où la question des niveaux d'analyse et des échelles (de temps et d'espace) depuis celle des États (stratégie nationale, données macro-économiques d'accès et de consommation par exemple) jusqu'à la dimension individuelle, joue un rôle majeur, pour la compréhension et la définition des actions à mener.

Dans la rubrique *Entretien*, Jean-Pierre Corbeau rappelle, par exemple, que les attentes des mangeurs se portent aujourd'hui plus encore sur la relation entre « vivre ensemble » et « bien manger » que sur la qualité nutritionnelle des aliments. Principal récepteur des campagnes de sensibilisation, l'individu

¹ Pour reprendre l'expression d'Arditi, Janin et Marie (2011).

² Les aspects politiques (système de pouvoirs et traitement des inégalités) restent néanmoins singulièrement en retrait et font l'objet de propositions alternatives avec les approches en termes de souveraineté et de justice alimentaires.

³ Dans les faits, si la relation entre *food security* et *nutrition security* ont été pensées, dès le début des années 1990 (Babu and Quin, 1994), elle n'a été définitivement validée qu'en 2010, par le Comité à la sécurité alimentaire de la FAO sous le vocable, *food and nutrition security*.

est censé être maître de son corps, responsable – comme le consommateur modèle que la logique libérale voudrait qu’il soit – des choix conscients et raisonnés de son alimentation et de sa santé. Les faits montrent que la réalité est souvent différente. Entre ces deux échelles extrêmes, la chaîne de causalités et de cohérence peut parfois se rompre. L’une des causes de la rupture relève de l’insuffisante prise en compte de la complexité du fait alimentaire par l’action publique.

La combinatoire entre valeurs, normes, déterminants matériels, représentations et pratiques, est constitutive de ce que l’on pourrait appeler la satisfaction alimentaire (Héron 2016). Dans ce cadre, la celle-ci ne réfère pas à ce que l’on entend habituellement (Vad Andersen and Hyldig, 2015), soit un jugement « réflexif » qu’un acteur peut émettre, mais bien au résultat d’une mise en cohérence (ou pas) d’un ensemble quasi-infini de « micro-systèmes de représentations », propre aux individus, et évolutif selon les contextes et les temporalités. C’est à notre avis en considérant l’alimentation comme un système complexe que l’on peut saisir pourquoi certaines pratiques des mangeurs, jugées inappropriées par les nutritionnistes, font pourtant sens pour ceux-ci : « *certaines comportements qui peuvent sembler « irrationnels » suivent en fait une rationalité bien précise, celle de l’articulation des représentations* » (Lahlou 1995 ; p.128).

En débordant le cadre de l’approvisionnement et de la qualité nutritionnelle ou sanitaire, et en considérant la satisfaction alimentaire comme un système qui met en cohérence les fonctions hédoniques, sociales, identitaires, ainsi que les enjeux environnementaux et sociétaux, la sécurisation questionne comment ces systèmes de représentations évoluent en réaction ou en moteurs de l’évolution des systèmes alimentaires à plus large échelle (Rastoin et Gherzi, 2010). Par exemple, les modifications apportées par la globalisation, par l’urbanisation, par l’industrialisation, par les avancées de la médecine, par la mise en place de politiques publiques diverses...

2. Des actions aux accents technocratiques et technicistes encore forts

Dans ce champ très large, deux points communs principaux relient les actions prescriptives ou curatives menées par les institutions (États, collectivités, associations) : leur prisme encore fortement technocratique, avec leur lot de réductions et de simplifications⁴, sans pour autant parvenir à répondre à tous les défis et à toutes les attentes ; ainsi que l’importance accordée aux innovations technologiques comme solution « prête à l’emploi », garantie d’une promesse d’efficacité et de « mieux vivre ».

À cet égard, le témoignage fourni par Marie-Christine Zélem sur la transition alimentaire accélérée subie par les amérindiens Wayana de Guyane, historiquement chasseurs-cueilleurs, est exemplaire. L’électrification rurale bouleverse les façons de s’approvisionner, de cuisiner et de consommer : les bénéfices immédiats, en matière de conservation (réfrigérateur) et de préparation (cuisinière), sont contrebalancés par les risques sanitaires liés au non-respect de la chaîne du froid. Pire, l’autonomie énergétique s’effectue au prix d’une modification importante du régime de consommation alimentaire et d’une perte de savoirs traditionnels locaux (en matière d’approvisionnement et de préparation). Il en résulte une dépendance alimentaire croissante et une insécurité alimentaire qui se manifeste par l’apparition des pathologies, jusque-là inconnues.

Dans le cadre de ces changements alimentaires profonds et systémiques, sécuriser s’utilise alors ici plutôt comme synonyme de « mettre en conformité anthropologique » : assurer la cohérence entre les nouvelles et les anciennes représentations, pour que la satisfaction alimentaire fasse sens pour le mangeur. Face aux transformations des modèles alimentaires, il faut questionner la manière dont les individus façonnent de nouvelles manières de penser l’alimentation pour maintenir une cohérence

⁴ Celles-ci sont illustrées par le poids croissant des cadres harmonisés d’analyse des risques et de crises permettant leur traitement opérationnel et managérial, par la propension à décrire la réalité à l’aide d’indicateurs chiffrés ou de scores comme préalable à toute prise de décision et intervention, loin de permettre de restituer la densité perçue et vécue du fait alimentaire (Masset, 2011 ; Leroy *and al.*, 2015).

d'ensemble et ainsi réduire l'« anxiété alimentaire fondamentale » (Fischler 2001), forme d'insécurité alimentaire socio-psychologique.

C'est ce que propose Pierrine Didier, en partant d'une enquête menée dans le Maine et Loire. Elle analyse les perceptions et les représentations des consommateurs en matière de risques sanitaires liés à l'alimentation, qu'ils soient d'origine bactériologique, infectieuse ou environnementale, endogènes ou exogènes. Entre méfiance et défiance, chacun se construit une représentation personnelle de la menace et du risque, qui se matérialise lors des achats et de la consommation dans l'espace domestique et qui peut différer des messages émis par les décideurs publics. Elle s'enracine aussi dans les éventuels épisodes vécus d'intoxications alimentaires. Au final, c'est donc les notions d'arrangement et de bricolage qui prennent le pas en matière de sécurisation sanitaire des aliments.

Si l'on assiste également à un élargissement des questionnements de la nutrition publique aux marqueurs socio-économiques (inégalités, genre,...), cela reste souvent mené avec des méthodes quantitatives réductrices de la complexité des situations vécues. Dans ce domaine comme dans tant d'autres, la quantification comme vérité révélée et pseudo-objectivée (Béné, 2013) exerce une attractivité forte. Les chiffres circulent souvent entre les différents niveaux d'experts et de décideurs, sans qu'ils ne soient réellement questionnés et débattus et sans qu'ils puissent toujours être comparés.

3. Se nourrir à l'heure des transitions et des dilemmes

Ainsi posé ce premier jalon, force est également de reconnaître combien la question alimentaire est aujourd'hui en tension (Ruth and Davies, 2018). Il serait banal de rappeler le monde d'inadéquations que le fait de manger dévoile lorsqu'il ne parvient pas à satisfaire un ensemble de besoins, d'attentes, et de représentations individuelles. En revanche, il nous semblait important de rappeler trois processus globaux qui tendent à donner à la question « sécuriser l'alimentation ? » un caractère de défi renouvelé :

- Risques et évolutions des pratiques liés à une convergence croissante des transitions

Les travaux de Popkin (1994 et 1999) ont mis en lumière les liens intrinsèques entre transition démographique, transition épidémiologique et transition nutritionnelle. La transition alimentaire, phénomène plus large qui explicite par l'évolution des pratiques des mangeurs, les modifications nutritionnelles, sont indéniablement liées aux évolutions des pratiques agricoles et de transformation des aliments industriels (Spaargaren *and al.*, 2013)⁵. Leese et Meisch (2015), notamment, pointent les risques systémiques qui en découlent (Leese and Meisch, 2015) qui, de ce fait, seront d'autant plus difficiles à anticiper et à réduire.

L'article d'Emmanuelle Ricaud-Oneto, qui s'intéresse au programme *Qualiwarma* de distribution de repas scolaires, auprès des communautés Nativas Majuna du nord du Pérou, illustre de manière fine cette réalité. Ce projet dévoile bien la façon dont l'État considère l'alimentation « traditionnelle » de ces populations, et à laquelle elle substitue, à marche forcée, des aliments industriels transformés. Tout semble les opposer : fraîcheur contre conservation des aliments, valeurs de solidarité, de commensalité et d'identité contre extériorité et neutralité. Le programme d'aide alimentaire semble dès lors instaurer une nouvelle forme de dépendance, qui s'inscrit dans un rapport de pouvoir établi entre l'État péruvien et les communautés amazoniennes.

- Gouvernance plurielle des systèmes et pluralité des modèles alimentaires

⁵ <http://www.institutmomentum.org/wp-content/uploads/2013/12/2013-Servigne-LES-VERTS-Nourrir-leurope-en-temps-de-crise.pdf>.

Il existe une segmentation concurrentielle des modèles de gouvernance des systèmes agro-alimentaires⁶, révélée par McMichael (2010). Elle opposerait un « système conventionnel sous régime agroalimentaire entrepreneurial » - favorable à la globalisation et la standardisation – avec des « réseaux alimentaires alternatifs démocratiques et justes »⁷ (Sassatelli, 2004). Cette segmentation organise l'alimentation autour de produits, de filières ou de circuits à distance sociale, géographique variables selon un partage de la valeur inégal, discutable d'un point de vue éthique et économique et souvent de plus en plus discuté, à tel point qu'il est désormais commun de parler de paradigmes opposables comme de « consensus fracturé » (Maye and Kirwan, 2013) comme de paradigmes opposables (Lang, 2005).

Ainsi, l'article proposé par Valérie Angeon et Emilie Barraud présente les différentes acceptions de la notion de « manger autrement » dans le cadre de la mise en œuvre de la transition agroécologique en Guadeloupe. Partant de l'étude d'un projet de transformation alimentaire industriel, porté et soutenu par les collectivités territoriales, les auteures montrent que l'objectif de territorialisation et d'autonomisation, fort louable, devra composer avec la dualité des représentations et des valeurs des deux catégories d'acteurs parties prenantes : agriculteurs et acteurs institutionnels.

- Place centrale des normes et des connaissances dans les mobilisations

Ce point fondamental était pointé, dès 1975, par Joseph Klatzmann (cf. rubrique *Echo* pour la version plus récente de 1983) : selon lui, la réalité des faits scientifiques ne permettant pas de gommer les opinions contradictoires, ni de tordre le coup à certaines idées reçues en matière d'agriculture et d'alimentation. Il l'est, plus encore, dans une ère annoncée et instrumentalisée – par les médias, les gouvernants – de la rareté (*food scarcity*) (Mehta and al., 2019) qui risque de se traduire par un renforcement tendanciel des confrontations (Forssell and Lankoski, 2018).

Entre la réalité crue des ajustements alimentaires contraints (de Bommert et Landzettel, 2019) et les nouvelles perspectives en matière de sécurité alimentaire dans le champ de l'aide et du développement (Dury et Janin, 2012), on peut aussi poser le fait de s'alimenter, de manière plus dialectique, sous l'angle des « dilemmes » qui se posent à chacun (producteur, transformateur, décideur, mangeur,...) (Gosh, 2009). On considère par-là, les décisions et les arbitrages, difficiles à prendre, dans des contextes d'information imparfaite et de rapports de pouvoir différenciés dans le champ de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition (Goldman et Vanhonacker, 2006). En situation d'urgence humanitaire, tout dilemme possède une intensité éthique et morale supplémentaire (Schloms, 2005).

Le texte proposé par Bénédicte Bonzi renvoie clairement à ce type de questionnement. L'adoption de la loi Garot, relative à la lutte contre le gaspillage en France, et les nouvelles normes sanitaires qu'elle impose, a des effets ambivalents sur la distribution de l'aide alimentaire aux bénéficiaires comme en termes d'organisation du travail pour les bénévoles des *Restos du cœur*.

Entre recherche de solutions s'appuyant sur des innovations technologiques et incitation à la résistance et à la dissidence (Margulis, 2013), quelles pistes défricher pour des « futurs alimentaires viables et désirables »⁸ ? Une meilleure articulation des cadres d'analyse, des cadres d'organisation de l'action et des cadres d'évaluation de l'action peut se révéler une piste préalable utile (Janin et Héron, 2018).

⁶ Pour une définition des différents systèmes, voir Lang and Barling, 2012.

⁷ Traduction des rédacteurs.

⁸ Pour reprendre certains termes actuels : « *Partager les expériences, inspirer la transition* », 2e Rencontres de l'alimentation durable en janvier 2019, <https://www.lesfruitsdeterre.fr/alimentation-du-futur/>, projet *Désirable* de l'INRA depuis 2013, <https://www.pour-nourrir-demain.fr/cha%CC%82teau-de-nanterre-tiers-lieu-dedie-a-l'alimentation-durable>; <http://www.institutmomentum.org/wp-content/uploads/2013/12/2013-Servigne-LES-VERTS-Nourrir-leurope-en-temps-de-crise.pdf>.

Le terme de sécurisation alimentaire nous semble être un outil utile pour saisir au mieux cette intrication d'enjeux complexes, liant de fait tous les êtres humains (qu'ils soient mangeurs, acteurs des filières, politiques...). Au-delà de distinguer l'objet (la sécurité) et la dynamique (la sécurisation ; le suffixe en -ation marquant l'action), le concept de sécurisation alimentaire proposé ici ouvre des pistes sur les manières de penser et de faire la sécurisation, en s'appuyant notamment sur la multifonctionnalité de l'alimentation, qui ne saurait se résoudre à sa seule dimension nutritionnelle ou sanitaire. Utiliser le terme sécurisation, c'est se démarquer de l'idée de standards normés et s'intéresser davantage aux acteurs, à leurs actions et à leurs interactions. Relève donc de la sécurisation alimentaire tout analyse critique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle comme champ d'action publique, mais également toute analyse des comportements alimentaires apportant des éléments d'intérêts pour effectuer cette critique de l'action publique.

3. Les manières de « sécuriser »

Le choix du titre « *Sécuriser l'alimentation ?* » s'inscrit, certes, dans la ligne des nombreuses réflexions (inquiètes) sur la viabilité (compromise) des systèmes alimentaires, la durabilité (incertaine) des modes de production et la soutenabilité (impossible) des choix des mangeurs (Hubert, 2006 ; Lawrence *and al.*, 2011) dans un monde de risques et d'incertitudes. Cette trame de fond génère de l'anxiété, nourrit les peurs nouvelles tout en agissant comme un aiguillon utile pour fortifier les mobilisations (Essex, 2014). Une part très importante de l'action publique porte, dès lors, sur la prise en charge des risques (et des peurs) – et des crises qui peuvent en découler – alors même que les repères sont brouillés et que la confiance est écornée.

Plusieurs articles du dossier (Bonzi, Ricaud Oneto, Zelem) attestent de cette difficulté à se nourrir dans un environnement changeant, insuffisamment sécurisé. Pour autant, leur objet était moins de décrire les efforts pour sécuriser son alimentation, que de questionner, de manière critique, les actions entreprises. D'autres contributions (Didier, Dubois-Delabarre et Crenn, Mégret) renvoient à ce qui est fait – de manière plus ou moins spontanée ou organisée, à l'échelle individuelle, communautaire, comme dans le domaine professionnel, en composant avec la diversité des produits transformés ou pas, avec la multiplicité des savoirs (locaux ou experts) comme avec un ensemble de normes, de valeurs et de représentations. Tous ces éléments contribuent à rendre plus difficile les choix éclairés et rappellent l'importance du contexte socio-culturel.

Ainsi, Victoria Chantseva, Pascale Garnier et Sylvie Rayna abordent les enjeux de sécurité sanitaire de l'alimentation, dans les lieux d'accueil collectif des jeunes enfants, comme un ensemble de pratiques culturelles, à la fois situées et instituées, en mobilisant des observations et des entretiens en France et en Norvège. Elles montrent combien les représentations des risques et des interdits et l'organisation sociale des repas y diffèrent.

Au final, « sécuriser » présente des visages assez différents :

- il peut s'agir de celui du contrôle biopolitique des corps et sécuritaire des produits (Alcock, 2009), réalisée par un gouvernement, via l'application des normes nutritionnelles de bonne santé ou sanitaire. Cette volonté s'exprime par le biais d'injonctions, de mises en objectifs, afin de délimiter ce qui est « bon », « souhaitable », « déconseillé », « mauvais », plus forte encore en situation de crise, lorsque la pression médiatique et citoyenne est forte. On se situe donc clairement dans la culture globale du risque au sens où l'entend Ulrich Beck (1986) : le management opérationnel du risque l'emporte sur les actions visant à créer les conditions d'une sécurité alimentaire durable, permettant l'émergence de l'autonomie de chacun (Essex, 2014)⁹.

⁹ La rubrique *Image* évoque, avec le film *Soleil vert*, les dérives d'un système d'approvisionnement et de transformation alimentaire, à la fois autoritaire et dénaturé, qui va bien au-delà en matière de manipulation de l'opinion et de contrôle de la société.

- Il peut aussi, dans les pays en développement, se déployer autour de la réalisation de l'ODD n° 2 en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, par un ensemble de programmes et projets organisés autour d'actions sectorisées (production agricole, micro-crédit et filets sociaux, aide alimentaire et éducation nutritionnelle, ...). Si la dimension participative est très souvent mise en avant, les activités restent encore très souvent « greffées » sur les sociétés locales, tout en étant pensées et menées à l'aune de critères technocratiques internationaux, ciblant le ménage ou l'individu, au risque d'exclure toute dimension collective (groupe villageois, communauté villageoises, réseau familial,...). Quant à la prise en compte des attentes individuelles des mangeurs, tant du point de vue des représentations que de la satisfaction, elle reste encore à démontrer. En matière d'alimentation, les efforts visent encore essentiellement à satisfaire les besoins de base, plus rarement à améliorer leur qualité intrinsèque.
- il peut, enfin, être question de dynamiques engageant les sociétés et les systèmes prenant en compte les enjeux alternatifs au productivisme agricole et alimentaire, grâce au développement de contre-modèles productifs (agroécologie et permaculture notamment) et sociétaux (circuits courts pour des pouvoirs locaux renforcés par exemple) ou du développement, à marche forcée, de biotechnologies (production bactérienne de protéines par exemple).

Mathieu Dubois-Delabarre et Chantal Crenn décrivent, d'abord, le contexte dans lequel s'est construit le lien entre agriculture et aide alimentaire, passant d'une logique de « scandale de la faim » dans des sociétés de surabondance à un glissement vers des problématiques de santé publiques, puis d'alimentation durable. Puis, ils présentent les transformations des logiques à l'œuvre, tant du point de vue de la conception des « bénéficiaires » que des relations entre pouvoirs publics et associatifs. Enfin, ils examinent comment s'articulent ces logiques politico-administratives avec l'expérience des individus et des collectifs.

Le lecteur aura donc bien compris : « sécuriser l'alimentation » dépasse la seule démarche sécuritaire et relève d'une pluralité de sens et d'actions : d'ordre matériel (produire des aliments, les transformer, les cuisiner), organisationnel (structurer les filières, organiser les lieux d'approvisionnement et de commensalité) comme représentationnels (comprendre et respecter ce que « manger veut dire » pour chacun). Mieux, au-delà de l'impératif physiologique ou de l'injonction nutritionnelle, « bien manger » émerge de plus en plus comme une exigence (auto-)imposée, impliquant la formalisation et la transmission de connaissances et de pratiques particulières.

La sécurisation et la satisfaction doivent être pensés de concert : comment sécuriser les différentes fonctions de l'alimentation ainsi que le fonctionnement des systèmes alimentaires eux-mêmes (Hubert et Casabianca, 2003 ; Lawrence *and al.*, 2011)? Comment concilier les attentes et les besoins des individus, des producteurs, des transformateurs, des experts ou des gouvernants ? Les acteurs impliqués dans la question alimentaire visent-ils, intrinsèquement, leur propre reproduction (économique, politique et symbolique) ou participent-ils, de manière plus constructive, à la sécurisation, imparfaite sans doute, des dispositifs (filières, circuits, marchés...) et donc des sociétés ?

4. Penser la sécurisation : applications et implications

Le glissement de « sécurité alimentaire » à « sécurisation alimentaire » peut apparaître anodin, tant les termes semblent proches. Pour autant, la distinction est forte : le premier, objet principal de l'action publique, se focalise sur l'atteinte de standards nutritionnels normés et la réduction des risques sanitaires et de leurs effets ; le second prend en compte les dynamiques comportementales complexes de la satisfaction alimentaire (cf. point 1). C'est ce que font, chacun à leur manière, les auteurs de ce numéro, et c'est ce qui donne toute sa place à cette approche dans une revue socio-anthropologique.

Le terme « sécurisation » renvoie explicitement à deux champs distants de l'alimentation proprement dite : celui de la sécurité publique avec la théorie qui l'inspire (McDonald, 2008), celui de la sécurisation de l'aide et de ses acteurs (Howell, 2014) et, plus proche de notre thématique, la sécurité des dispositifs publics liés à l'approvisionnement alimentaire (Nussio and Pernet, 2013 ; Farina, 2017). Au demeurant, en matière de recherches sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, peu de travaux l'ont mobilisé avant le milieu des années 1990, si ce n'est en termes de « sécurisation des systèmes de vie et des moyens d'existence » (*sustainable livelihoods*) (Scoones, 1998) ou de renforcement des capacités fonctionnelles (*capacity building*). Ces dernières expressions désignent l'ensemble des actions, à l'échelle régionale ou locale, permettant de renforcer le pouvoir agir des populations, afin d'acquérir une meilleure autonomie alimentaire, dans le respect de leurs modes de vie et de leurs identités (Chambers and Conway, 1991). Cela englobe aussi l'ensemble des efforts visant à fournir des cadres politiques structurants à la lutte contre l'insécurité alimentaire, sous forme d'appui, d'incitations, de formation (Touzard et Temple, 2012). La sécurisation se focalise sur la création des « *conditions de pérennisation d'une situation donnée* » (Janin, 1996) plutôt que sur l'accomplissement d'objectifs, sur les processus de temps long plutôt que sur les résultats immédiats.

De notre point de vue, un champ de recherche sur la sécurisation alimentaire doit s'engager dans une analyse compréhensive de la complexité des dynamiques alimentaires sans faire de l'évaluation systématique des écarts entre normes et réalités son objet central. Il y a donc, au cœur de la sécurisation, la volonté de saisir les réagencements processuels des capacités au gré des circonstances (Hubert, 2006 ; Hubert et Casabianca, 2003).

L'agencéité, telle que définie par A. Sen, exprime « *la capacité à définir des buts et à agir de manière cohérente pour les atteindre. Cette action intentionnelle orientée vers une finalité choisie peut être faite de manière individuelle ou collective en interaction avec d'autres*¹⁰ ». Elle reconnaît le caractère changeant des contextes (en termes de contraintes et de ressources) et la multiplicité des logiques et des réagencements d'acteurs, comme leurs capacités à réajuster leurs pratiques. La sécurisation peut constituer ce que B. Latour (2001) appelle « une entité stratégique », c'est-à-dire un schème organisateur de la pensée et de l'action. Touzard et Temple insistent d'ailleurs, en 2012, sur la « (...) *coexistence d'actions intentionnelles et de processus non intentionnels, à plusieurs échelles, ce qui suppose une représentation systémique* » (Touzard et Temple, 2012). La sécurisation alimentaire s'inscrit donc résolument dans une perspective systémique, dynamique, interactionniste et critique.

La plupart des articles de ce dossier illustrent cette volonté d'élargir la perspective comme de « faire autrement ». Mais c'est sans doute, Quentin Mégret qui repousse le plus les frontières de l'alimentation, avec l'étude d'un projet, en Afrique de l'Ouest, de mobilisation des insectes comme sources de protéines pour nourrir les volailles en milieu rural. Cela lui offre matière à rappeler la diversité ethnographique des usages et des perceptions qui entourent la production, la commercialisation et la consommation des volailles. L'enjeu de sécurité alimentaire, initialement défini, cède alors la place à d'autres dimensions plus incarnées et inattendues des relations entre hommes et animaux, rappelant les décalages entre intention de recherche, objectifs de développement et dimension située.

S'il fallait sortir du champ de la recherche et l'inscrire dans une démarche pratique, opérationnelle, la sécurisation alimentaire consisterait à proposer des initiatives (dispositifs, instruments et outils) qui ne soient pas surimposées ou prédéfinies, à l'aune de cadres de référence globalisés, mais résulteraient plutôt d'un patient travail de co-construction avec l'ensemble des acteurs locaux (syndicats et associations de producteurs ou de consommateurs, ONG, réseaux sociaux, entreprises, élus politiques...). L'enjeu principal, d'ordre organisationnel, est de taille : mettre l'accent sur les dispositifs locaux d'action mobilisant des acteurs à fort potentiel conduisant, à terme, à une évolution des responsabilités et des pouvoirs. Ce type d'initiatives présente un coût important d'acquisition de connaissances et d'analyse des représentations émiqes mais constitue un gage de redevabilité envers

¹⁰ Définition issue du glossaire « Les mots de Sen et au-delà », *Revue Tiers Monde*, 2009.

des populations qui cessent d'être des consommateurs passifs au profit d'un rôle de contributeurs et de partenaires.

Bibliographie

- Arditi Claude, Janin Pierre et Marie Alain (éd.), 2011. *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali : réalités et faux semblants*. Paris, Karthala, Collection *Hommes et sociétés*, 384 p.
- Alcock Rupert, 2009. « Speaking Food: A Discourse Analytic Study of Food Security », University of Bristol, *Working Paper*, n° 07-09, 67 p.
- Babu Suresh Chandra and Quinn Victoria J., 1994. « Food security and nutrition monitoring in Africa », *Food policy*, vol. 19, n° 3, p. 211-217.
- de Bommert Wilfried et Landzette Marianne, 2019. *La fin de l'alimentation : Comment le changement climatique va bouleverser ce que nous mangeons*, La Librairie Vuibert, 352 p.
- Béné Christophe, 2013. « Towards a Quantifiable Measure of Resilience », *IDS Working Paper 434*, Institute of Development Studies, September 2013, 27 p.
- Chambers Robert and Conway Gordon R., 1991. « Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century », *IDS Discussion Paper 296*, December 1991, 33 p.
- Dury Sandrine et Janin Pierre (coord.), 2012. *La sécurisation alimentaire en Afrique : enjeux, controverses et modalités*. Paris, John Libbey Eurotext, *Cahiers Agricultures*, vol. 21, n° 5, p. 281-384.
- Essex Jamey, 2014. « From the Global Food Crisis to the Age of Austerity: The Anxious Geopolitics of Global Food Security », *Geopolitics*, vol. 19, n° 2, p. 266-290.
- FAO, 2012. *Coming to terms with terminology*, Committee on world food security, 14 p. <http://www.fao.org/docrep/meeting/026/MD776E.pdf>.
- Farina Felice, 2017. « The 1970s global food crisis and the securitization of food in Japan », *The International conference on Japan & Japan studies 2017*, Official Conference Proceeding, 13 p.
- Forssell Sini, Lankoski Leena 2018. « Shaping norms. A convention theoretical examination of alternative food retailers as food sustainability transition actors », *Journal of Rural Studies*, vol. 63, p. 46-56.
2009. Glossaire « Les mots de Sen... Et au-delà », *Revue Tiers Monde*, Armand Colin, n°198, p. 373-381.
- Ghosh B N., 2009. « Globalization and food policy dilemmas in developing countries: contextualizing the indian scenario », *Journal of Third World Studies; Americus*, vol. 26, n° 2, p. 107-120.
- Griffon Michel, 2006. *Nourrir la planète. Pour une révolution doublement verte*, Collection *Sciences*, Odile Jacob, 460 p.
- Héron Raphaëlle, 2016, *Les mangeurs urbains Burkinabè entre satisfaction et sécurisation alimentaire*, Thèse de doctorat en socio-anthropologie, IEDES, Paris 1 Panthéon-Sorbonne / IRD, Nogent-sur-Marne, 437 p.
- Howell Jude, 2014. « The securitisation of NGOs post-9/11 », *Conflict, Security & Development*, vol. 14, n° 2, p. 151-179,
- Hubert Bernard, 2006. « Introduction. Sécuriser l'alimentation de la planète », p. 11-22, in : Hubert Bernard, Clément Olivier (éds.), 2006. *Le monde peut-il nourrir tout le monde ? Sécuriser l'alimentation de la planète*. IRD-Editions Quae, p. 17-18.
- Hubert Bernard et Casabianca François, 2003. « Entre mondialisation et dynamiques localisées, quelle sécurisation pour des systèmes alimentaires durables ? », in : *Productions agricoles et développement durable, Inra Mensuel*, n° 116, p. 10-13.
- Janin Pierre, 1996. « Stratégies de sécurisation alimentaire en milieu rural et urbain dans le Centre de la Côte d'Ivoire », *Bulletin du Gidis*, Centre Orstom de Petit Bassam, Abidjan, n° 14, décembre 1996, p. 30-50.
- Janin Pierre et Suremain (de) Charles-Edouard, 2012. « L'insécurité alimentaire : dimensions, contextes, enjeux », p. 147-167, in : Cambrézy Luc et Petit Véronique (dir.), 2012. *Population, mondialisation et développement. La fin des certitudes ?*, Coll. "Les études", Paris, la Documentation française.
- Lahlou Saadi, 1995, *Penser Manger, Les représentations sociales de l'alimentation*, Thèse de Doctorat en Psychologie sociale, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 447 p.

- Lang Tim, 2005. « Food control or food democracy ? Re-engaging nutrition with society and the environment », *Public Health Nutrition*, vol. 8, n° 6A, p. 730-737
- Lang Tim and Barling Daniel, 2012. « Food security and food sustainability: reforming the debate », *The Geographical Journal*, vol. 178, n° 4, p. 313-326.
- Latour Bruno, 2001. *Le métier de chercheur. Regard d'un anthropologue*, Col. « Sciences en questions », Editions Quæ, INRA.
- Lawrence Dave, Beddington Sir John, Godfray Charles, Crute Ian, Haddad Lawrence, Muir James, Pretty Jules, Robinson Sherman, Toulmin Camilla, 2011. *The challenge of global food sustainability*, *Food Policy*, vol. 36, Supplement 1, p. S1-S114.
- Leese Matthias and Meisch, Simon, 2015. « Securitising sustainability? Questioning the 'water, energy and food-security nexus' », *Water Alternatives*, vol. 8, n° 1, p. 695-709.
- Leroy Jef L., Ruel Marie, Frongillo Edward A., Harris Jody, and Ballard Terri J., 2015. « Measuring the Food Access Dimension of Food Security: A Critical Review and Mapping of Indicators », *Food and Nutrition Bulletin*, vol. 36, n° 2, p. 167-195.
- Margulis Matias, 2013. « The Regime Complex for Food Security: Implications for the Global Hunger Challenge », *Global Governance*, vol. 19, n° 1, p. 53-67.
- Masset Eduardo, 2011. « A review of hunger indices and methods to monitor country commitment to fighting hunger », *Food Policy*, vol. 36, p. S102-S108
- Maye Damian and Kirwan James, 2013. « Food security: A fractured consensus », *Journal of Rural Studies*, vol. 29, p. 1-6.
- McDonald Matt, 2008. « Securitization and the construction of security », *European journal of international relations*, vol. 14, n° 4, p. 563-587.
- McMichael Philip, 2009. 'A Food Regime Genealogy', *Journal of Peasant Studies*, vol. 36, n° 1, p.139-169.
- Mehta Lyla, Huff Amber, Allouche Jeremy, 2019. « The new politics and geographies of scarcity », *Geoforum*, in press.
- Nussio Enzo and Pernet Corinne A., 2013. "The Securitization of food security in Colombia, 1970–2010", *Journal of Latin American studies*, 45, p. 641-668.
- Popkin Barry M., 1994. « The nutrition transition in low-income countries: an emerging crisis », *Nutrition Review*, vol. 52, p. 285–298.
- Popkin Barry M., 1999. « Urbanization, Lifestyle Changes and the Nutrition Transition », *World Development*, vol. 27, n° 11, p. 1905-1916.
- Rastoin Jean-Louis et Gherzi Gérard, 2010. *Le système alimentaire mondial. Concepts et méthodes, analyses et dynamiques*, Collection Synthèses, 584 p.
- Rut Monika and Davies Anna R., 2018. « Transitioning without confrontation? Shared food growing niches and sustainable food transitions in Singapore », *Geoforum*, vol. 96, p. 278-288.
- Sassatelli Roberta, 2004. « The political morality of food: discourses, contestation and alternative consumption », p. 176-191, in : Harvey Mark, McMeekin Andrew, Warde Alan (eds.), *Qualities of food*, Manchester University Press.
- Schloms Michael, 2005. « Le dilemme inévitable de l'action humanitaire », dossier *L'action humanitaire : normes et pratiques*, *Cultures & Conflits* [En ligne], n° 60.
- Scoones Ian, 1998. Sustainable rural livelihoods: a framework for analysis, *IDS Working Paper*, n° 72, Institute of Development Studies, 22 p.
- Spaargaren Gert, Oosterveer Peter, Loeber Anne, 2013. *Food Practices in Transition: Changing Food Consumption, Retail and Production in the Age of Reflexive Modernity*, Routledge, 356 p.
- Touzard Jean-Marc et Temple Ludovic, 2012. « Sécurisation alimentaire et innovations dans l'agriculture et l'agroalimentaire : vers un nouvel agenda de recherche ? », in : Dury Sandrine et Janin Pierre (coord.), 2012.
- Vad Andersen Barbara and Hyldig Grethe, 2015. « Consumers' view on determinants to food satisfaction. A qualitative approach », *Appetite*, vol. 95, n° 1, p. 9-16.